



05REG-13C

EPREUVE REGLEMENTATION - CORRECTION

Durée : 45mn

• **QUESTION N°1 :** (6 points)

Quelles sont les prérogatives d'un niveau 4 : Combien de plongeurs peut-il accompagner dans chaque zone d'évolution ?

Sous la responsabilité d'un directeur de plongée :

- Guide de palanquée de 4 débutants maximum dans l'espace proche. (1 point)
- Guide de palanquée de 4 débutants en fin de formation dans l'espace médian. (1 point)
- Guide de palanquée de 4 N1 maximum dans l'espace médian. (1 point)
- Guide de palanquée de 4 N2 maximum dans l'espace lointain. (1 point)
- Autorisé à effectuer un baptême en milieu artificiel (1 point)

Plongée en autonomie au delà de l'espace lointain dans une palanquée maximale de 3 plongeurs autonomes. (1 point)

Pas de prérogatives d'enseignement. 4 points enlevés si le candidat donne des prérogatives d'enseignement.

• **QUESTION N°2 :** (4 points)

Le certificat médical. Qui peut délivrer ce certificat :

Lors d'un baptême, pour la pratique de la plongée, pour un passage de brevet ?

Quelle est la durée du certificat médical ?

- Lors du baptême : Pas de nécessité de fournir un certificat médical. (0,5 point)
- Pour la pratique de la plongée : certificat médical délivré au minimum par un médecin généraliste. (1 point)
- Pour passer le Niveau 1 : certificat médical signé au minimum par un médecin généraliste. (0,5 point)
- Pour passer tout autre diplôme : certificat médical signé par un médecin CES du sport, ou hyperbariste ou fédéral. (1 point)
- Durée de validité du certificat médical : 1 an. (1 point)

• **QUESTION N°3 :** (6 points)

1) Cf arrêté du 22 juin 1998. Pour avoir les 2 points tout doit être su. 0 point si erreur ou manque.

2) Cf arrêté du 22 juin 1998 +matériel conseillé : Compas, parachute de palier.1,5 pour le matériel obligatoire, ½ point pour le matériel conseillé.

3) Avoir un P5 minimum comme directeur de plongée.

• **QUESTION N°4 :** (4 points)

1) Etre majeur, jouir de ses droits moraux et civiques, être licencié et adhérent du club, ½ point par élément..

2) Non. Article 37 de la loi du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16/07/84